

Une journée historique de lutte ouvrière

Dans le monde arabe, nous assistons aujourd'hui à une des vagues de montée révolutionnaire de masse les plus importantes de son histoire moderne, qui est le centre de la lutte des peuples dans le monde. Elle a déjà renversé deux dictateurs et menace toutes les dictatures et les monarchies réactionnaires de la région.

Si le premier objectif des masses est de renverser les régimes dictatoriaux et d'obtenir de pleines libertés démocratiques, le contenu profond de ces révolutions va bien au-delà. La jeunesse aspire à des emplois, et des grèves économiques sont menées par le mouvement ouvrier. Pour résoudre les terribles conditions de vie des travailleurs et du peuple, les masses se mobilisent de fait contre le pillage impérialiste et contre les oligarchies bourgeoises nationales qui s'y prêtent. A première vue, l'impérialisme applaudit ces « luttes pour la démocratie », mais en réalité, il veille à créer les conditions pour qu'une nouvelle direction des bourgeoisies nationales prenne la relève des dictateurs afin de préserver ses intérêts. En Libye, le Comité National de Transition (CNT), présidé par l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi, Mustafa Abdel Jalil, reçoit les honneurs de chef d'Etat en France. Et la « coalition », sous l'égide de l'OTAN, veille jalousement à ce que ce ne soit pas la Résistance populaire qui obtienne la victoire sur le dictateur mais bien l'impérialisme. Des « conseillers » français, anglais et italiens sont déjà sur le terrain, mais toute livraison d'armes aux rebelles est exclue. Nous soutenons la mobilisation et la résistance populaire. Seule l'organisation des travailleurs eux-mêmes, indépendante de la bourgeoisie nationale et internationale, est un gage de victoire.

En Belgique, les querelles communautaires offrent un spectacle parfois rocambolesque mais entre-temps, la bourgeoisie dispose bel et bien d'un gouvernement qui défend ses intérêts. Le trio Leterme-Reynders-Onkelinx, au gouvernement depuis décembre 2007, avait « sauvé » les banques suite à la crise financière. Ensuite, tout en « affaires courantes », ce gouvernement a déclaré la guerre à la Libye avec l'approbation unanime de tous les partis au parlement. Le budget pour les années à venir est soigneusement présenté aux instances de l'Union européenne pour approbation, avant même d'être discuté au parlement. Et tout récemment encore, ce gouvernement a organisé, pour le compte de l'organisation européenne Frontex, une expulsion forcée de soixante « sans papiers » avec un Airbus de l'armée belge, une première depuis 2004.

En janvier, le sommet syndical a signé avec les patrons un projet d'accord interprofessionnel (AIP) qui devrait « contribuer à assurer la stabilité sociale dans les entreprises », en réalité, un plan d'austérité avec perte de notre pouvoir d'achat. Grâce aux mobilisations et actions dans de nombreux secteurs, cet accord a été rejeté par la majorité des votants au sein de la FGTB et de la CGSLB, ainsi que par des secteurs importants de la CSC, comme la CNE. Et c'est encore le gouvernement « en affaires courantes » qui l'a

imposé de force.

Les travailleurs, nous ne pouvons rien espérer des partis actuellement au parlement. Et malheureusement, les sommets syndicaux refusent d'organiser sérieusement la résistance contre les plans du gouvernement et des patrons pour démanteler nos acquis sociaux. Ils ont négocié l'AIP à huis-clos : pendant deux mois ils n'ont pas informé les travailleurs du contenu des négociations ni organisé au préalable avec la base, de manière démocratique, un cahier de revendications. Ils n'ont pas non plus organisé de mobilisation pour créer un rapport de force, ni avant ni pendant les négociations.

Dans d'autres pays de l'Europe aussi, les travailleurs se battent contre les plans d'austérité. Le mois dernier, une grande mobilisation au Portugal a été le point culminant de la réponse sociale qui a poussé le Premier ministre Sócrates à la démission. Plus récemment, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Londres contre les coupes budgétaires imposées par le gouvernement libéral-conservateur. Dans tous ces pays, les plans d'austérité sont orchestrés par l'Union européenne. Mais là aussi, la politique de la bureaucratie syndicale a été d'isoler les luttes les unes des autres.

D'autre part, l'impérialisme vient de montrer son vrai visage dans la catastrophe de Fukushima, où l'irresponsabilité extrême, conséquence d'un développement technologique guidé uniquement par le profit des capitalistes, est en train de produire des dégâts irrémédiables à la population et l'environnement.

Que ce soit pour les révolutions arabes, dans la lutte contre l'austérité en Europe ou contre le nucléaire, il devient évident que le nœud du problème est le capitalisme. Et nous luttons pour une alternative ouvrière et socialiste. Loin de la politique d'Onkelinx et autres Di Rupo, ni celle de Chavez au Venezuela, qui s'est mis à défendre les dictatures sanglantes de Kadhafi en Libye et d'Assad en Syrie, la seule solution est que les travailleurs eux-mêmes s'organisent et prennent en main leur propre sort. Comme disaient déjà Karl Marx et Friedrich Engels dans leur célèbre Manifeste Communiste : *L'émancipation des travailleurs sera œuvre des travailleurs eux-mêmes*. Et pour y arriver, il faudra vaincre l'obstruction menée farouchement par les hautes directions syndicales qui, en Europe comme en Belgique, parviennent encore à diviser et isoler les luttes que les travailleurs mènent de façon continue.

En ce Premier Mai, nous disons, plus que jamais :

**A bas Kadhafi ! Retrait de l'OTAN ! Soutien à la résistance populaire et des travailleurs !
Vive la lutte des jeunes et des travailleurs en Europe ! Grève générale européenne contre les mesures d'austérité !
Tous ensemble, tous ensemble !
Pour le socialisme !**

Een historische dag voor de arbeidersstrijd

In de Arabische wereld zijn we nu getuige van één van de belangrijkste golven van revolutionaire massaopstand van de moderne geschiedenis, het centrum van de strijd van de volkeren over de hele wereld. Hij heeft al twee dictaturen omver geworpen en bedreigt alle dictaturen en reactionaire monarchieën in de regio.

Het eerste doel van de massa's is de dictatoriale regimes omver te werpen en volledige democratische vrijheden te bekomen, maar de diepe inhoud van deze revoluties gaat ver daarbuiten. Jongeren willen jobs en de arbeidersbeweging voert economische stakingen. Om een oplossing te brengen voor de ellendige levensomstandigheden van de werkers en het volk, zijn de massa's in feite gemobiliseerd tegen de imperialistische plundering en tegen de nationale oligarchische burgerij die eraan meewerkt. Op het eerste zicht juicht het imperialisme deze "strijd voor de democratie" toe, maar in werkelijkheid zorgt het ervoor, de voorwaarden te scheppen waarin een nieuwe leiding van de nationale burgerij de plaats van de dictators kan innemen om zijn belangen te beschermen. In Libië wordt de Nationale Overgangsraad, voorgezeten door Mustafa Abdul Jalil, voormalige minister van Justitie van Kadhafi, door Frankrijk als staatshoofd ontvangen. En de "coalitie" onder de auspiciën van de NAVO, waakt er angstvallig op dat het niet het populaire verzet is dat de overwinning krijgt over de dictator, maar het imperialisme. Franse, Engelse en Italiaanse "adviseurs" zijn al ter plaatse, maar de levering van wapens aan de rebellen is uitgesloten. Wij steunen de mobilisatie en de weerstand van het volk. Alleen de organisatie van de arbeiders zelf, onafhankelijk van de nationale en internationale bourgeoisie, is een garantie voor de overwinning.

In België bieden de communautaire geschillen soms een triestig schouwspel, maar ondertussen beschikt de burgerij wel degelijk over een regering die haar belangen verdedigt. Het trio Leterme-Reynders-Onkelinx, in de regering sinds december 2007, had al de banken "gered" na de financiële crisis. Daarna heeft deze regering, steeds "in lopende zaken", met de unanieme goedkeuring van alle partijen in het parlement de oorlog verklaard aan Libië. De begroting voor de komende jaren wordt zorgvuldig aan de autoriteiten van de Europese Unie ter goedkeuring gepresenteerd, vóór haar discussie in het parlement. En onlangs nog organiseerde die regering, namens de Europese organisatie Frontex, een gedwongen uitwijzing van zestig mensen "zonder papieren", met een Airbus van het Belgische leger, een primeur sinds 2004.

In januari ondertekende de vakbondstop een interprofessioneel akkoord (IPA) met de bazen om "*de sociale stabiliteit in de ondernemingen te waarborgen*", in feite een soberheidsplan met verlies van koopkracht voor ons. Dankzij de mobilisatie en acties in tal van sectoren werd dit akkoord verworpen door de meerderheid van de stemmen in het ABVV en het ACLVB, en in belangrijke sectoren van het ACV, zoals de LBC. En het is eens te meer de regering "in lopende zaken", die het akkoord zonder meer oplegt.

Wij, arbeiders, kunnen niets goeds verwachten van de partijen die nu in het parlement zitten. En helaas weigert ook de vakbondstop ernstig verzet te organiseren, tegen de plannen van de regering en de bazen om onze sociale verworvenheden af te breken. Ze hebben met gesloten deuren over het IPA onderhandeld. Twee maanden lang hebben ze nooit de werkers ingelicht over de inhoud van de onderhandelingen, en ze hebben evenmin vooraf met de basis op democratische manier een lijst van eisen aangemaakt. Ze hebben geen mobilisatie georganiseerd om een krachtsverhouding op te bouwen, noch vóór noch tijdens de onderhandelingen.

Ook in andere Europese landen vechten de arbeiders tegen de soberheidsplannen. Vorige maand was een grote mobilisatie in Portugal het hoogtepunt van de sociale respons die premier Sócrates tot ontslag heeft gedwongen. Onlangs demonstreerden honderdduizenden mensen in Londen tegen de bezuinigingen, opgelegd door de liberaal-conservatieve regering. In al deze landen worden de soberheidsplannen georkestreerd door de Europese Unie. Maar ook daar is het de politiek van de vakbondsbureaucratie, de ene strijd van de andere te isoleren.

Anderzijds heeft het imperialisme zojuist zijn ware kleur getoond in de ramp van Fukushima, waar een extreme onverantwoordelijkheid, gevolg van een technologische ontwikkeling die uitsluitend is ingegeven door de winst van de kapitalisten, nu onherstelbare schade aan de bevolking en het milieu veroorzaakt.

Of het nu gaat om de Arabische revoluties, om de strijd tegen de soberheid in Europa of tegen kernenergie, het wordt steeds meer duidelijk dat het kapitalisme de kern van het probleem is. En wij vechten voor een socialistisch alternatief van de werkers. Ver van de politiek van Onkelinx, Di Rupo en noem maar op, ver van die van Chavez in Venezuela, die het aankon de bloedige dictaturen van Khadafi in Libië en Assad in Syrië te verdedigen, is voor ons de enige oplossing dat de werkers zichzelf organiseren en hun eigen lot in handen nemen. Zoals reeds gezegd door Karl Marx en Friedrich Engels in hun beroemd Communistisch Manifest: *de emancipatie van de arbeiders zal het werk van de arbeiders zelf zijn*. En om er toe te komen, zal de obstructie moeten worden overwonnen die hardnekkig door de hoge vakbondsleders wordt gevoerd en die er nog steeds in slaagt, in Europa zoals in België, de strijd te verdelen en te isoleren die de werkers blijven voeren.

Op Een Mei van dit jaar zeggen we, meer dan ooit:

**Weg met Kadhafi! Terugtrekking van de NAVO!
Steun aan het verzet van het volk en de werkers!
Lang leve de strijd van arbeiders en jongeren in
Europa! Europese algemene staking
tegen de bezuinigingsmaatregelen!
Allen samen, allen samen!
Voor het socialisme!**